

*Pouvoir d'emprunt--Loi*

Le gouvernement actuel rend possible la réduction de moyens de transport clés qui desservent les régions éloignées du Canada: VIA Rail, Air Canada. Comment ces régions peuvent-elles être fortes si l'on n'augmente pas les communications avec le reste du Canada? Avec la taxe sur l'essence, nous pénalisons ceux qui doivent se déplacer sur de très longues distances. Je le répète, elle ne frappe pas aussi durement les populations des grands centres, qui peuvent recourir aux transports en commun. Elle frappe les personnes qui doivent utiliser leur automobile et parcourir de longues distances pour se rendre au travail ou pour vendre leurs produits. Ces gens vivent dans les régions.

En supprimant des bases militaires, encore dans les régions, nous faisons fi des besoins de ces collectivités en particulier. Nous sommes prêts à les décimer. Hier, madame la Présidente, le ministre a déclaré dans cette enceinte qu'en ce qui concerne Grand Prairie, le gouvernement essaiera de trouver de nouveaux moyens pour former nos forces militaires. Ces services seront assurés à contrat. Voilà à quelle extrémité le gouvernement est prêt à aller pour appliquer ses politiques conservatrices de droite. Il va privatiser les Forces canadiennes.

Qu'advient-il des régions du Canada qui sont grandement tributaires du tourisme et du secteur tertiaire, mais non du secteur manufacturier? A qui cette nouvelle taxe sur les produits et services sera-t-elle le plus préjudiciable? Aux régions qui dépendent des secteurs que je viens de mentionner et où les nouvelles taxes seront appliquées d'une façon qui se répercutera désormais sur tous les aspects de l'économie. Ne pense-t-on donc pas que ces régions méritent qu'on leur donne une chance? Les régions revêtent une importance cruciale pour l'avenir économique de tous les Canadiens. Nous ne pouvons pas être forts si nos régions ne le sont pas et si les Canadiens de toutes les régions ne se voient pas offrir des possibilités sur le plan économique.

Qui d'autre ces taxes ont-elles frappé? Les propriétaires de maison. En effet, la taxe sur les matériaux de construction est passée de huit à neuf pour cent. Elle aura pour conséquence d'augmenter d'environ 500\$ le coût moyen d'une maison au Canada. Si vous comptez en plus les nouvelles prestations d'assurance-chômage qui devront être versées par les employeurs et les employés, on peut donc ajouter quelques centaines de dollars supplémentaires au coût d'une maison.

Je sais que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) doit se sentir très déçu. En effet, on a réduit son budget de développement à l'étranger. Cette décision a été l'un des plus grands coups portés à notre capacité d'engager des dépenses pour créer le monde dont nous rêvons, un monde humanitaire, où l'entraide est de rigueur. Or, tant que nous ne nous rendons pas compte qu'à moins d'aider le reste du monde à jouir de meilleures conditions de vie, que ce soit dans le domaine

des soins de la santé, de l'alphabétisation, de l'éducation ou du logement, nous, les Canadiens, ne remplissons pas notre rôle, en tant que pays humanitaire, ni notre rôle de chef de file dans le monde. Pis encore, nous mettons en péril notre avenir économique à long terme.

Rien dans ce budget ne vient en aide à nos industries culturelles, celles-là mêmes qui nous permettent de nous définir en tant que Canadiens.

Qu'est-il advenu, madame la Présidente, de la volonté affirmée d'édifier un type précis d'infrastructure industrielle au Canada? Le gouvernement n'a pour ainsi dire rien fait au chapitre des programmes d'éducation et de formation dont le commissaire de Grandpré, nommé par le gouvernement lui-même, avait recommandé le financement accru et la réorientation parce que cela était nécessaire pour faire face aux nouvelles réalités économiques et pour nous mettre à l'abri des contrecoups de l'Accord de libre-change canado-américain. Rien n'a été prévu à ce sujet dans le budget.

Il ne renferme pas une seule disposition pour activer la recherche et le développement, ce qui était pourtant un engagement maintes fois réitéré par le gouvernement. Les stimulants prévus dans la Loi de l'impôt sur le revenu pour favoriser les innovations au Canada, pour encourager la mise en pratique de nouvelles techniques par les producteurs canadiens ont été supprimés. Aucune nouvelle taxe n'a été imposé aux sociétés comme le recommandait de Grandpré pour financer la formation, pour préparer notre capital humain qui est si important pour notre avenir économique et qui aurait ainsi pu bénéficier de chances égales.

Nous devrions nous occuper des petites entreprises qui sont les véritables créatrices d'emplois, nous occuper de la formation des entrepreneurs qui jouent un si grand rôle dans la vie de nombreuses collectivités. Que s'est-il donc passé? John Bullock, un ami du gouvernement conservateur déclarait: «Pour moi, ce budget annonce une immense vague de taxes qui vont mettre un frein aux dépenses des consommateurs et stopper l'activité commerciale.» Le gouvernement a augmenté l'impôt des petites entreprises. Avec la modification du régime d'assurance-chômage, le secteur privé devra absorber un nouveau fardeau de 2,9 milliards de dollars. La taxe sur les produits et services ajoutera encore un fardeau de 9 p. 100. La taxe de vente fédérale, la plus régressive que l'on puisse imaginer, une taxe qui frappera indistinctement tous les fabricants canadiens, est passée de 12 à 13,5 p. 100. Les petites entreprises seront aussi frappées par la taxe sur la construction que j'ai déjà mentionnée. Et les entreprises qui veulent diversifier leurs activités dans les régions, en plus d'avoir à composer avec des services de transports réduits, devront payer une taxe majorée sur les télécommunications.

Si ces entreprises ont besoin d'aide pour s'établir, vont-elles encore avoir recours à la Banque fédérale de